

**Union européenne - Lutte contre le
terrorisme : propositions de la
Commission européenne -
Communiqué du ministère de
l'intérieur**

(Paris, 19 octobre 2017)

Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, salue les mesures ambitieuses présentées hier par la Commission européenne dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, qui mobilise l'ensemble des États membres et les institutions européennes dans un contexte de menace élevée.

Ainsi, la Commission européenne va allouer 120 millions d'euros pour aider les villes à protéger leurs espaces publics, effort indispensable après les attentats de Nice, Londres ou Barcelone.

À la lumière des travaux menés avec les États membres, au sein desquels la France a joué un rôle essentiel, la Commission a par ailleurs présenté des mesures concrètes pour faciliter l'accès des services de sécurité aux données de communication chiffrées, pour mieux combattre les phénomènes de radicalisation et pour lutter plus efficacement contre la propagation des contenus illicites sur Internet.

Enfin, la Commission européenne a transmis des recommandations aux États membres de l'UE pour empêcher l'emploi illicite de précurseurs d'explosifs, pour lutter contre le financement des activités terroristes, ainsi qu'un plan d'action sur la prévention de la menace NRBC (nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique).

Ces propositions, qui complètent la récente proposition de la Commission visant à rétablir plus facilement les contrôles aux frontières intérieures de l'UE en cas de menace grave à la sécurité nationale dans un État membre, sont la manifestation concrète d'une Europe qui protège.

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, salue cette démarche menée en collaboration très étroite avec la France et les autres États membres de l'Union européenne. Il s'engage à appuyer auprès de l'ensemble des États membres la mise en oeuvre de ces propositions, complémentaires aux mesures françaises de lutte contre le terrorisme, notamment celles du projet de loi adopté hier./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)